

Le Budget

● (1545)

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre part à ce débat aujourd'hui. Comme c'est la première fois que l'occasion m'est offerte de m'adresser à vous, monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter d'avoir bien voulu assumer cette fonction de la plus haute importance.

D'entrée de jeu, je tiens à rappeler à mon collègue d'en face qui, dans son allocution sur le budget, a employé l'expression «si nous étions maîtres de notre destin» que, vivant dans une société libre et démocratique, les Canadiens sont maîtres de leur destin. Les Québécois sont maîtres de leur destin. Chaque fois qu'on leur a demandé de tracer une route, de hisser les voiles et de commander leur propre navire, les Québécois ont décidé que leur sort et leur destination se confondaient avec ceux du Canada et qu'ils étaient dans le même bateau.

Je suis convaincu que si on leur demandait encore leur avis, les Québécois décideraient de continuer à contribuer à cette magnifique expérience tentée dans la partie nord du continent américain, c'est-à-dire le Canada.

Le 25 octobre, les Canadiens ont donné un mandat on ne peut plus clair à un nouveau gouvernement, celui de tenter d'en finir avec les problèmes d'une autre époque. C'est la première fois, dans les temps modernes, qu'un parti politique présente à la population canadienne, un mois complet avant la tenue d'une élection, un plan détaillé des objectifs qu'il entend réaliser une fois qu'il formera le gouvernement. Bien sûr, je veux parler du livre rouge des libéraux.

Chacune des grandes initiatives qui figurent dans le livre rouge a été annoncée des semaines avant les élections. D'aucuns estimaient que, sur le plan politique, c'était insensé d'expliquer en long et en large à la population, non pas à quelques heures, jours ou semaines des élections, mais bien un mois à l'avance, ce que nous nous proposons de faire si les électeurs nous confiaient la responsabilité de gouverner. C'est pourtant ce que nous avons fait.

Je suis fier de dire que je suis membre d'un parti qui a non seulement bien préparé son programme, mais qui l'a suivi scrupuleusement afin de remplir le contrat que les Canadiens lui avaient confié, quand ils ont voté majoritairement en faveur des libéraux, leur donnant ainsi la capacité et la responsabilité de gouverner le pays.

Dans la région de l'Atlantique, les Canadiens ont exprimé leur confiance dans le programme du Parti libéral avec une majorité écrasante. Ces électeurs ne croyaient pas simplement qu'avec un gouvernement libéral, les problèmes sociaux disparaîtraient comme par enchantement ou que le chômage se réglerait de lui-même parce qu'on a choisi le changement. Non.

Les Canadiens de l'Atlantique ont voté pour un parti et pour un programme en étant pleinement conscients que les problèmes structurels qui sévissent dans leur région ne se régleraient pas avec un seul budget, et que la bonne volonté d'un nouveau gouvernement ne suffirait pas. Ils croyaient que leurs problèmes, le taux de chômage chroniquement élevé et les problèmes structurels, nécessitaient des changements—non pas des beaux slogans, mais des changements fondamentaux.

Le secteur de la pêche en est un sur lequel nous avons promis du changement et les habitants de la région se sont unis à nos efforts pour réaliser ce changement.

Nous avons dit que nous apporterions deux changements importants à la politique sur les pêches. D'une part, nous avons dit que nous n'essaierions pas de nous défilier et que nous ne laisserions pas tomber ceux qui subissent les conséquences de cette crise, ceux qui n'ont plus rien et qui sont en chômage parce qu'il n'y a plus de poisson et qu'il y a un moratoire sur la pêche aux poissons de fond de l'Atlantique. On compte maintenant 14 moratoires en vigueur. Pour la première fois en 500 ans, on compte 14 espèces de poisson de fond qu'il est interdit de pêcher.

● (1550)

Nous nous trouvons maintenant dans une situation où les résidents des régions rurales de Terre-Neuve habitant la pointe de la grande péninsule nord, dans une petite localité rurale isolée, touchent un revenu moyen parmi les plus bas au Canada et doivent compter beaucoup sur la chasse ou la pêche de quelques morues pour se nourrir. En tant que ministre des Pêches et étant moi-même originaire de Terre-Neuve, je me suis vu dans l'obligation de retirer même le droit de pêcher à la ligne méthode de pêche qui remonte pourtant à l'époque biblique. J'ai dû suspendre ce droit au nom de la conservation.

Il est difficile de croire que pour la première fois en 500 ans on ait dû suspendre ce droit. Il n'y a eu aucune protestation, aucune révolution, mais la décision n'a évidemment donné lieu à aucune réjouissance. La population accepte cependant cette décision, serre les dents et est prête à payer le prix pour reconstituer les stocks de morue, même s'il faut pour cela se priver des protéines de la mer et du poisson. Ceux dont la subsistance dépend de la pêche depuis 500 ans sont prêts à ne plus mettre de poisson dans leurs garde-manger, dans leurs congélateurs ou sur leurs tables.

Nous avons prévenu la population du Canada atlantique et celle de ma province, Terre-Neuve et le Labrador, que nous allions prendre des décisions difficiles. Nous avons déjà commencé à le faire. Le budget prévoit un montant de 1,9 milliard de dollars pour assurer le recyclage nécessaire des travailleurs et permettre aux pêcheurs de continuer de subsister pendant la période de reconstitution des stocks.

Nous avons reconnu publiquement la nécessité de réduire de 50 p. 100 l'activité de pêche et de transformation. Imaginez-vous en train d'annoncer publiquement à des gens qui, pendant des générations, ont vivoté en exploitant les ressources de l'Atlantique nord, qu'ils ne peuvent plus continuer à le faire et que la